

Lutte de classe

Le déclin du capitalisme et la déchirure du mouvement ouvrier

Qu'est-ce qui est à l'origine de l'éclatement de l'avant-garde de la classe ouvrière ?

Sur quel obstacle bute l'avant-garde éparpillée pour se regrouper ?

Quand Trotsky exposait le contexte dans lequel la tactique du front unique prenait sa place, il retenait trois facteurs objectifs : 1- la crise du capitalisme et du régime ; 2- l'existence des partis ouvriers de masse ; 3- la révolution d'Octobre qui servait de repère et d'idéal à la classe ouvrière.

Si maintenant on voulait comparer la situation en France en 1936 et en 2009, seul le premier facteur serait commun aux deux situations. Il n'y a plus de parti ouvriers de masse et la révolution russe n'est plus qu'un souvenir lointain et contradictoire.

S'il n'y a plus de partis de masse, il existe toujours des syndicats de masse, même s'ils n'organisent plus autant de travailleurs qu'après-guerre (5 millions).

Il faut aller plus loin, non seulement il n'existe plus de partis ouvriers de masse, il n'existe plus de véritable parti communiste capable de guider et d'organiser la classe ouvrière dans une perspective révolutionnaire. Ce n'est pas seulement caractéristique de notre époque, il faut remonter au milieu des années 20 pour se rendre compte que ce facteur avait disparu du contexte de la lutte des classes. Il existait bien un parti ouvrier de masse, mais incapable d'organiser les masses dans une perspective révolutionnaire.

Cela me fait dire que pour comprendre la dégénérescence du mouvement ouvrier et de son avant-garde, il faut remonter à cette époque, époque qui fut marquée également par la perversion du troisième facteur, la révolution russe exploitée, défigurée puis liquidée par le stalinisme.

La dégénérescence du PCF allait suivre celle du parti bolchevik, d'autant plus facilement et rapidement que la plupart de ses dirigeants issus de la SFIO n'avaient jamais complètement rompu avec la bourgeoisie et son idéologie (leur adhésion à la franc-maçonnerie). Pour bien faire, on ne devrait pas dire que la dégénérescence du PCF a suivi celle du parti bolchevik, elle l'avait précédée dans les faits.

Après la mort de Lénine, la défaite de l'opposition de gauche en Russie et la main mise de Staline sur l'Internationale Communiste, le PCF n'était plus que l'ombre d'un parti communiste, encore une fois pour peu qu'on admette qu'il l'ait été avant.

Le stalinisme s'emploiera à pourrir davantage le syndicalisme dès cette époque également.

Le syndicalisme qui par nature avait tendance à engendrer des illusions dans le capitalisme, deviendra le bastion du stalinisme pour enchaîner la classe ouvrière au capitalisme.

On m'a enseigné autrefois, que malgré tout dans l'imaginaire collectif du prolétariat, certes de manière déformée et idéalisée, la révolution d'Octobre avait conservé toute sa place. Mais entre l'idée très approximative que pouvaient en avoir les masses et la puissante machine de propagande destructrice de l'appareil stalinien à l'œuvre quotidiennement pendant des années, selon vous, qu'est-ce qui était prépondérant et allait l'emporter (à la faveur des défaites des différentes révolutions orchestrées par l'appareil stalinien de l'IC) ? Le stalinisme.

Le stalinisme n'a pas seulement liquidé l'opposition de gauche ou l'avant-garde restée fidèle au marxisme-léninisme, il a dévoyé le syndicalisme pour en faire un instrument au service du capitalisme en le détournant de son objectif initial, l'émancipation de la classe du capitalisme.

Dorénavant, le combat syndical ne s'inscrira plus dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, mais dans celle d'un partage des profits avec les capitalistes afin d'améliorer progressivement la situation de la classe ouvrière.

Arrêtons-nous là un instant. Il n'y a rien qui vous saute aux yeux ? On retrouve là la théorie révisionniste du marxisme que l'on a appelé l'idéologie réformiste des Bernstein, Dühring, Jaurès et consorts. Cette théorie est évidemment à caractère politique.

Au nom de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, le syndicalisme n'allait plus être une arme entre les mains de la classe ouvrière pour s'éduquer et avancer sur la voie de son émancipation et du socialisme, il allait pouvoir servir une autre cause et un autre objectif politique, garantir la survie du capitalisme (et du régime despotique à Moscou).

Une fois brisé le lien entre le syndicalisme et le socialisme, sa dégénérescence était inéluctable et allait commencer immédiatement ou plutôt allait s'amplifier sous l'emprise du stalinisme.

A partir du moment où l'entreprise destructrice du stalinisme dans les syndicats consistait à subordonner la classe ouvrière au capitalisme, le combat contre le stalinisme qui consistait pour sa part notamment à dénoncer son double jeu, allait s'avérer insuffisant dans la mesure où il n'allait pas être relié au combat contre les fondements du capitalisme.

La scission de la CGT en 1947 n'allait pas se réaliser sur un terrain favorable à la classe ouvrière puisqu'elle servira à ancrer davantage encore la classe ouvrière au char du capitalisme par la voie du réformisme. Il faut rappeler que c'est le refus de la majorité de la CGT d'adhérer au plan Marshall concocté par l'impérialisme américain et l'anticommunisme forcené de la minorité, qui furent à l'origine de cette scission et non le refus du contrôle de la majorité stalinienne sur la CGT qui ne fut qu'un prétexte parmi d'autres.

Pour les auteurs de cette scission et fondateurs de Force ouvrière, il n'était évidemment pas question de renouer avec le syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, et ce n'est pas un hasard si FO se réclame également de la Charte d'Amiens.

Derrière l'objectif affiché par les fondateurs de FO de briser l'emprise du PCF inféodé à la bureaucratie du Kremlin, de redonner son indépendance au syndicalisme, se dessinait en toile de fond un tout autre objectif commun aux classes dominantes qui avaient soutenu sinon orchestré et financé cette scission : garantir les conditions sociales nécessaires à la reconstruction du capitalisme français, contenir le mouvement ouvrier dans le carcan du régime capitaliste afin de lui interdire toute issue politique indépendante dans le futur qui aurait pu remettre en cause les fondements du capitalisme. Sous un angle différent, le stalinisme et le réformisme poursuivaient bien le même objectif : garantir la stabilité du régime et la paix sociale propice aux affaires.

Les fondateurs de Force ouvrière n'étaient pas seulement de farouches anticommunistes, ils étaient aussi de farouches partisans du capitalisme. Être anticommuniste ou partisan du capitalisme n'est pas tout à fait la même chose.

Être anticommuniste peut se borner dans certains cas à nier les conclusions du Capital de K. Marx, alors qu'être pro capitaliste signifie que l'on mène le combat contre le socialisme, que l'on soutient activement le capitalisme, ce que feront avec application et constance tous les dirigeants syndicaux qui se succéderont jusqu'à nos jours.

La faillite politique de l'avant-garde après-guerre proviendra de son incapacité à renouer avec le syndicalisme révolutionnaire, les uns préférant la peste stalinienne, les autres le choléra réformiste. On pourrait y voir peut-être aussi une des causes de la scission de la IVe Internationale en 1952-53.

Une fois abandonné dans les syndicats ce que j'appellerais le combat contre les fondements du capitalisme au seul profit du combat contre les conséquences de la survie du capitalisme qui ne profitera qu'aux couches supérieures du prolétariat, à l'aristocratie ouvrières et à la petite bourgeoisie, l'avant-garde se fourvoiera auprès des appareils à démontrer sa loyauté et son utilité en échange de sa neutralité politique dans les syndicats.

C'est bien un consensus ou un compromis pourri qui a été passé entre les dirigeants de l'avant-garde et les dirigeants des différents syndicats en fonction des intérêts propres des dirigeants et des appareils des différentes tendances de l'avant-garde.

Il est vrai que plus d'un demi-siècle plus tard, on s'est tellement éloigné du syndicalisme révolutionnaire - qu'aucun d'entre nous n'a pu connaître, au point qu'il n'en reste plus l'ombre d'une trace de nos jours, qu'on a du mal à imaginer qu'il ait pu exister un jour, et que le définir dans la tête de la plupart des militants représente un véritable défi, quand cela ne relève pas de l'abstraction pure et simple plutôt que de l'analyse de la lutte de classe et du besoin de relier chaque revendication à la nécessité de liquider le capitaliste...

Dirions-nous qu'il faut en finir avec la propriété privée des moyens de production à longueur de temps, qu'on ne permettrait pas encore aux classes exploitées de comprendre le fonctionnement du système économique capitaliste, sur quels rapports sociaux il repose fondamentalement, quelle place nous occupons dans ces rapports, et d'où sont issues toutes les contradictions qui minent le capitalisme et toutes les souffrances qu'il nous impose.

Si la lutte des classes est bien le moteur du développement des forces productives, pour qu'elle franchisse une nouvelle étape, compte tenu des moyens dont dispose la bourgeoisie pour corrompre la classe ouvrière, de la formidable puissance acquise par son appareil d'Etat, du développement intellectuel du prolétariat (dans une mauvaise direction), de la tâche et de l'effort gigantesque que représentera et nécessitera le passage du capitalisme au socialisme, il paraît impensable que la classe ouvrière envisage de vaincre sans avoir précédemment élevé son niveau de conscience politique au-delà de simples mots d'ordre, sans avoir atteint le niveau de compréhension nécessaire pour arriver à la conclusion que le capitalisme est synonyme de faillite et qu'il doit disparaître. J'irai plus loin encore, la classe a besoin de savoir par quoi on compte remplacer le capitalisme et les institutions politiques à son service.

Tandis que le clivage qui divise (disperse) l'avant-garde semble porter sur la nature sociale, le rôle et la place du PS et dans une moindre mesure du PCF, en toile de fond la véritable question à résoudre porte sur le refus ou l'acceptation de compromis avec les représentants du capitalisme, qu'il s'agisse des syndicats, des partis ou des institutions nationales ou internationales.

Il ne suffit pas d'analyser la situation pour pouvoir déterminer une orientation correcte, il faut avant tout se réapproprier les enseignements que nous ont laissés les marxistes, ensuite il est impératif de rompre tous les liens avec le capitalisme et ses représentants, de réorienter notre intervention dans la lutte de classe en refusant toute conciliation avec notre ennemi sous quelque forme qu'elles se présentent, de subordonner notre activité à la construction du parti qui coïncide avec le degré le plus élevé (concentré) atteint par la lutte de classe du prolétariat, d'éduquer la classe ouvrière de telle sorte qu'elle puisse rompre avec le capitalisme et les institutions qui servent ses intérêts.

En l'absence d'un parti révolutionnaire pour mener ce combat, la situation s'avère particulièrement compliquée pour les militants de l'avant-garde. Ils peuvent combattre sur leur lieu de travail ou d'études dans leurs partis sur cette orientation, contre l'opportunisme de leurs dirigeants qui ont abandonné le marxisme au profit du réformisme, d'où leurs références à Jaurès (POI et NPA).

Pour revenir au début de cet article, en dehors de la crise du capitalisme, aucune condition objective ou subjective n'existe aujourd'hui pour envisager sérieusement la possibilité de remettre en cause le pouvoir en place, encore moins de le renverser et de vaincre, il ne faut pas se raconter d'histoires.

De la même manière, seule l'existence d'une multitude de partis peut justifier de recourir au front unique, en l'adaptant par conséquence au contexte précis de la situation, au lieu de le retranscrire à la lettre en s'adressant aux dirigeants des partis.

Trois questions au moins restent en suspens.

La première, à quel niveau précis les conséquences de la crise actuelle du capitalisme ont-elles atteint les masses, autrement dit, la majorité des couches de la classe ouvrière sont-elles durement frappées au point de ne plus pouvoir vivre comme avant, ou au contraire elles peuvent encore s'en tirer en rognant sur certaines dépenses superflues en attendant que la tempête soit passée ?

La seconde, le capitalisme dispose-t-il encore des moyens pour surmonter cette crise comme ce fut toujours le cas dans le passé, sans recourir à une guerre mondiale dont on ne voit pas actuellement comment elle pourrait se déclarer, ou au contraire le système capitaliste aurait atteint un degré de saturation tel qu'il ne disposerait plus d'aucune marge de manœuvre pour faire jouer telle ou telle contradiction de son système contre d'autres à défaut de pouvoir s'en débarrasser définitivement ?

La troisième, dans quelle mesure les dégâts causés par les différentes versions du stalinisme (maoïsme et castrisme, sans parler du régime nord-coréen) et l'amalgame avec le communisme servent-ils de repoussoir à la construction d'un parti et d'une internationale communiste, ou au contraire n'ont-ils aucun rapport avec notre incapacité de construire le parti ?

J'aurais tendance à dire que ce ne sont pas les ouvriers qui avancent l'argument du stalinisme pour refuser de rejoindre un parti basé sur le marxisme, tout simplement parce qu'ils ne connaissent pas suffisamment l'histoire du communisme et du stalinisme, ils ne possèdent pas d'arguments suffisamment solides pour avancer ce prétexte, ils se bornent la plupart du temps à répéter ce qu'ils ont entendu ici ou là, sans plus, il suffit de leur mettre sous le nez la multitude de mensonges colportés par les médias et les politiciens pourris qui soutiennent le régime, pour leur faire comprendre qu'ils sont victimes d'une manipulation, on peut aussi leur demander à qui profite ce crime et qui en sont les victimes pour finir de les convaincre de notre bonne foi. L'ouvrier est pragmatique, s'il sent plus qu'il ne comprend que le socialisme n'a pas été conçu pour le berner, il y adhèrera sans trop se poser de questions, de plus, acculé, il sera prêt à croire n'importe quoi et presque n'importe qui, c'est une arme à double tranchant et dangereuse, mais au service d'une bonne cause elle fera des merveilles, on ne lui en demandera pas davantage à cette étape.

Par contre, les intellectuels qui sont épris des libertés et des privilèges que le régime leur accorde, seront plus enclins à critiquer ou rejeter le socialisme qu'ils ne connaissent pas davantage que les ouvriers, mais qu'ils feignent de connaître par crainte de paraître ridicules ou de vous accorder le bénéfice du doute, ce serait s'abaisser à leurs yeux, situation intolérable pour quelqu'un qui se croit intellectuellement supérieur à la moyenne de la population. Je pense que pour aborder sous le bon angle les intellectuels ou la petite bourgeoisie en général, il faut leur démontrer qu'ils auraient tout à gagner au socialisme, qu'ils vivraient enfin dans une société qui ne ressemble plus à une jungle avec son lot de violences quotidiennes, ils n'auraient plus aucune raison d'avoir secrètement mauvaise conscience, la société socialiste reconnaissant les capacités de chacun à leur juste valeur, chacun y trouverait sa place sans avoir à en rougir, il ne serait pas plus dégradant ou envieux d'être mécanicien, boulanger, manutentionnaire, musicien, médecin ou professeur.

Le stalinisme est une forme (le produit) de capitalisme, dans le sens où une bureaucratie s'était substituée aux capitalistes. Quelle différence y a-t-il entre un bourgeois passant ses vacances dans sa somptueuse demeure sur la Côte d'Azur et un bureaucrate passant ses week-end dans sa datcha à quelques encablures de Moscou ? La demeure du premier lui appartient alors que celle du deuxième ne lui appartient pas, certes, mais les deux en profitent de la même manière pendant que les deux peuples triment comme des esclaves pour leur assurer ce confort, non ? Quel point commun y a-t-il entre la Russie de Staline et le Chili de Pinochet ? La même dictature de fer sous laquelle vivaient terrorisés les deux peuples. Quelle différence y a-t-il entre un Etat bourgeois qui permet aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires, et un Etat ouvrier dégénéré qui exploite la classe ouvrière pour le compte d'une caste parasitaire et totalitaire ? Dans le premier la classe peut s'organiser pour combattre l'Etat, dans le second tout moyen de s'organiser lui est interdit.

N'existe-t-il pas un risque que l'histoire se répète et produise à nouveau cette monstruosité qu'était le stalinisme nous demandera notre intellectuel ? Nous ne sommes pas devin pour répondre avec certitude à cette question, en revanche on peut le rassurer, jamais on ne pourra envisager sérieusement la lutte pour le pouvoir temps que le niveau de conscience politique de la majorité du prolétariat ne se sera pas élevée au niveau de la compréhension de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, cela ne garantit pas contre tout dérapage, mais disons qu'on diminue le risque qu'ils surviennent et qu'on ne puisse pas le maîtriser.

Par ailleurs, ce risque sera d'autant plus faible, qu'encore plus demain qu'autrefois il sera impossible de construire le socialisme dans un seul pays, une fois parvenu au pouvoir dans un pays, il faudra très rapidement que le prolétariat de plusieurs pays sur le même continent (de préférence) renverse à son tour sa propre bourgeoisie, la période entre les révolutions sera forcément très courte si le prolétariat veut conserver le pouvoir parce que les économies sont trop imbriquées pour que l'économie d'un pays où le

prolétariat est parvenu au pouvoir ne sombre pas dans le chaos ou ne soit étouffée. C'est là que l'on comprend que la question du parti doit être reliée à la construction de l'Internationale.

Est-ce à dire qu'on ne devrait pas se lancer à l'assaut du pouvoir dans un pays alors que les conditions seraient mûres et permettraient d'entrevoir la victoire ? On ne peut pas poser dans ces termes cette question près d'un siècle après la révolution russe, pour la bonne raison que la situation de la classe ouvrière a évolué depuis, nous ne sommes plus en présence d'un prolétariat et d'une paysannerie arriérée, en grande partie analphabète, de plus il serait impossible de maintenir isolé du mouvement ouvrier internationale un Etat ouvrier, une révolution socialiste victorieuse en Europe servirait d'exemple à l'ensemble du prolétariat du monde entier qui se lancerait à son tour dans la bataille pour rayer de la carte du monde le capitalisme. Je ne veux évidemment pas dire que les bolcheviks n'auraient pas dû prendre le pouvoir en 1917, pas plus qu'on ne peut leur reprocher les faiblesses du prolétariat et de l'avant-garde dans les autres pays ; placés demain dans la même situation nous agirions de la même manière car nous n'aurions pas le choix... sauf à capituler !

Une transformation de l'Etat démocratique bourgeois en dictature est toujours possible, tout comme une transformation d'un Etat ouvrier embryonnaire en dictature bureaucratique de type stalinienne. Ni Hitler, Mussolini, Franco, Pétain, Duvalier, Salazar, Pinochet, Videla, Staline, Pol Pot, Mao ou Castro n'ont jamais affirmé qu'ils allaient instaurer une dictature, ils ont supprimé les libertés politiques de la classe ouvrière pour son bien.

On pourrait demander aux intellectuels si cela ne les choque pas qu'aujourd'hui aucun d'entre eux ne remette en cause le système capitaliste, alors qu'une partie de leurs prédécesseurs n'avaient pas hésité à combattre le régime féodal jusqu'à sa chute. Eux qui en principe auraient les moyens de comprendre dans quel monde nous vivons, comment se fait-il qu'ils se fourvoient dans une interprétation erronée ? Mérite-t-il vraiment leur statut ? S'ils le prétendent, qu'ils en apportent la preuve et qu'ils aient le courage de se placer au côté du prolétariat pour l'aider à liquider le pouvoir en place.

Les intellectuels sont bien placés pour savoir que rien ne peut justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme, que les rapports sociaux n'ont pas toujours été marqués par l'existence d'une classe dominante et d'une classe dominée, que l'Etat et les classes n'ont pas existé de tout temps, il ne leur reste qu'à en tirer les conclusions qui s'imposent : il faut passer impérativement au socialisme le plus vite possible, car c'est une question de vie et de mort pour des centaines de millions d'enfants, de femmes et d'hommes, pour notre environnement dont le destin dépend uniquement de nous, de vous messieurs les intellectuels.

Tous les arguments des intellectuels pour ne pas adhérer au socialisme sont foncièrement malhonnêtes ou traduisent leur ignorance, ils ne servent finalement qu'à camoufler plus ou moins consciemment leur servilité face au régime qui leur accorde des privilèges et les a corrompus.

Un ouvrier n'a pas à rougir ou se sentir inférieur devant un intellectuel qui peut s'avérer être un crétin fini, c'est d'ailleurs le cas de la majorité d'entre eux jusqu'à preuve du contraire. S'ils rejettent la science sociale qu'est le marxisme, c'est parce qu'ils ont développé une sclérose du cerveau qui les empêche de penser les différents rapports au sein de la société sous l'angle de leur évolution. En considérant le marxisme comme une idéologie et non comme une théorie pour l'action, ils abandonnent le terrain de la dialectique et de la lutte des classes pour se placer sur celui de l'interprétation subjective du monde conformément à leurs intérêts individuels immédiats, ouvrant la voie à l'aventurisme au détriment d'une interprétation et d'une action consciente pour changer le monde.

En dehors des classes dominantes, le sort et l'avenir des classes exploitées, de l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes sont liés qu'on le veuille ou non. Le combat pour le socialisme demeure le meilleur moyen pour combattre les tendances individualistes, les tendances à l'atomisation de chaque travailleur (dislocation de la classe ouvrière) dans une société en pleine décomposition.